

**TAWIPAY: comparateur en ligne et nouveau nom**

Trois ans après sa création, l'entreprise fintech vaudoise Tawipay change de nom pour devenir Monito. Elle est spécialisée dans la comparaison de systèmes de transferts d'argent internationaux. L'entreprise a réalisé plusieurs études sur ce thème, autant au niveau des populations migrantes que des expatriés, ou plus récemment des frontaliers (*L'Agefi du 12 août*). D'après le communiqué publié hier, Monito lance également un nouveau site internet sous la forme d'un moteur de recherche permettant de comparer les frais réels de transferts internationaux parmi plus de 430 fournisseurs (bancaires ou pure players) différents. L'entreprise, qui réalise elle-même beaucoup de recherches sur les fournisseurs listés sur sa plateforme, mettra aussi à disposition des analyses, des avis de clients, des guides et informations sur la sécurité ou encore des notations. A ce jour près de 270.000 utilisateurs ont eu recours à ses services. — (MT)

**PEACH PROPERTY: acquisition en Allemagne**

La société immobilière Peach Property achète un portefeuille à Kaiserslautern (D) comptant 901 appartements, dix surfaces commerciales et 589 places de parcs. Les revenus locatifs totaux du groupe vont augmenter de 37% pour se porter à 16,2 millions de francs. La transaction devrait se finaliser durant le dernier trimestre de cette année. Le vendeur est un grand groupe immobilier allemand. Le nouveau portefeuille se situe sur un total de douze sites à Kaiserslautern. Les biens ont été construits durant les années 1970 et 1980, ils sont occupés à 95% et permettront un revenu annuel de près de 4,4 millions de francs. Le Groupe Peach Property comporte un siège à Zurich ainsi qu'un autre à Cologne. — (ats)

**HELVETICA: lancement du premier fonds immobilier**

Après que la Finma a autorisé Helvetica Property Investors comme société de direction de fonds de placement à fin juillet, cette dernière lance le fonds immobilier Helvetica Swiss Commercial. Le volume d'émission est d'au moins 100 millions de francs et d'au maximum 200 millions, a indiqué la société. Le délai de souscription débutera le 12 septembre et se terminera le 4 octobre. La société se réserve le droit de mettre un terme à la souscription prématurément. Le fonds se concentrera sur des immeubles commerciaux dans des centres économiques importants en Suisse. La part des immeubles d'habitation sera d'au maximum 30%. Vescore se charge de la distribution du fonds et Notenstein La Roche Privatbank est la banque de dépôt.

**EPH: acquisition de 94% de Work Life Center**

La société immobilière Eastern Property Holdings (EPH) s'est emparée d'une participation majoritaire dans le complexe commercial et de bureaux «Work Life Center» à Hambourg. EPH détient désormais 94% du capital-actions, acquis à DWI Group, indique-t-elle lundi. Le prix de vente n'est pas divulgué. L'opération doit être finalisée d'ici fin 2017. Le groupe annonçait il y a deux semaines la prise de contrôle d'un autre complexe similaire, à savoir CityGate à Stuttgart.

# Virage fintech des banques cantonales

Elles sont toujours plus nombreuses à investir ou à nouer des partenariats avec des fintechs locales. Avec une accélération ces dernières semaines.

MARJORIE THÉRY

Au delà des grandes banques ou des fonds d'investissements en capital risque, les banques cantonales sont toujours plus actives dans les partenariats ou les investissements directs avec des start-up de technologies financières (fintech). Souvent avec des start-up nationales, voire même de leur propre canton.

La tendance se vérifie aussi bien du côté suisse allemand que romand. Dernier exemple en date, la Banque cantonale de Zurich (BCZ), qui est devenue l'un des actionnaires de la plateforme d'investissements investiere.ch, qui a déjà à son actif une quarantaine de tours de financement, pour un total de 17 millions de francs. La start-up a annoncé vendredi soir avoir bouclé un tour de financement de série B, à hauteur de 3,5 millions de francs. Cela en ferait la plus importante levée de

fonds fintech en Suisse à ce jour, d'après le site spécialisé startupticker.ch.

Dans cette opération, la BCZ a participé de manière «substantielle» à l'augmentation de capital et est devenue un actionnaire minoritaire mais significatif. Les actionnaires actuels de la plateforme et d'autres business angels ont également participé. Le CEO de la BCZ, Martin Scholl, a précisé que la décision d'investir dans cette plateforme était basée à la fois sur la qualité des équipes et de la technologie, mais aussi sur le fait que cette solution d'investissement offrait un grand potentiel de croissance et des opportunités pour la banque, comme par exemple dans le financement des PME.

Startupticker.ch rappelle aussi que la BCZ, avec son programme Pioneer, lancé il y a plus de 10 ans, a aujourd'hui investi plus de 100 millions de francs



MARTIN SCHOLL. Des opportunités dans le financement des PME.

dans diverses start-up (pas uniquement fintech).

D'autres banques cantonales semblent aussi prêtes à prendre un virage fintech ou à accélérer leurs projets dans ce domaine. La Banque cantonale de Genève a fait par exemple évoluer son offre et sa stratégie numérique depuis quelques mois. En plus de l'adoption de la solution de paiement mobile Twint prévue pour 2017, la banque a annoncé le lance-

ment cet été la plateforme E-GFI, qui est destinée à faciliter les relations avec les gérants externes. La plateforme doit permettre aux gérants indépendants partenaires de visualiser la valorisation de l'ensemble de ses comptes clients en temps réel, ainsi que les performances et l'historique des opérations. Par ailleurs, en termes de partenariats fintech, la BCGE a aussi lancé Forxchange, à l'intention de sa clientèle institutionnelle et entreprises. Cette plateforme Forex en ligne, liée à l'e-banking de la banque, a été développée en partenariat avec la fintech genevoise Olfa Trade. On peut aussi citer la Banque cantonale de Bâle, qui depuis quelques années est aussi bien connue pour son positionnement fintech et tourné vers l'innovation. Elle est déjà active dans le crowdfunding ou les hypothèques en ligne. La semaine dernière, elle a annoncé prendre une

participation minoritaire dans la fintech zurichoise True Wealth, dont le robo-advisor, qui permet une gestion automatisée et personnalisée de fortune, sera proposé aux clients de la banque en 2017.

Enfin, la Banque cantonale vaudoise est elle aussi bien connue pour son apport aux start-up, à travers différents programmes de soutien à l'innovation et à l'économie du canton. De manière plus directe, la banque a mis en place un département transversal multicanal l'an dernier, pour ajuster ses offres en fonction de besoins des clients. La cellule de veille est chargée de suivre et d'être en relation avec les start-up fintech, vues comme des partenaires. Mi-septembre, la banque organise aussi une conférence, en partenariat avec Innovaud, autour des grands enjeux de la fintech, avec la présence de plusieurs start-up romandes. ■

## Nouveau positionnement et rating pour le secteur financier

COVALENCE. L'agence genevoise de notation éthique cible les investisseurs avec un algorithme faible en capital humain.

Deux ans après la polémique sur son recours massif aux stagiaires peu ou pas rémunérés – plus de 600 jeunes en 12 ans d'existence – l'agence de notation éthique, Covalence à Genève, n'a plus recours aux stagiaires jeunes diplômés et annonce un nouveau positionnement. Spécialisée dans les ratings et les analyses de réputation de 3400 entreprises à l'échelle internationale, grâce à plus 50.000 sources actives, Covalence aborde sa quinzième année dans un marché porté par le big data, l'intelligence artificielle et la montée en puissance des critères extra-financiers.

Antoine Mach, CEO répond aux questions de *L'Agefi* sur les facteurs de différenciation de son approche automatisée et multi-sources. Une demande d'adhésion de Covalence à la Chambre de l'économie sociale et solidaire (APRES-GE) est en cours et devrait être officialisée en septembre.

**Quelle est la situation en ressources humaines de Covalence deux ans après la polémique sur le recours massif aux stagiaires (600 en douze ans d'existence)?**

En 2014, la polémique portait sur le cas de stagiaires diplômés et considérés comme étant sur le marché du travail. Depuis, Covalence a renoncé à engager des stagiaires ayant terminé leurs études, afin de protéger sa propre réputation. Seuls les stagiaires en cours d'étude sont acceptés, après signature d'une convention avec leurs universités. Nous évitons ainsi toute polémique future. Suite à l'inspection de l'OCIRT (Office cantonal de l'inspection et des relations au travail), j'ai demandé à être auditionné par la commission des mesures d'ac-

compagnement (CMA) et la situation de Covalence a été entièrement régularisée. La seule question en suspens concerne la période entre le diplôme bachelors et master, pendant laquelle les personnes déjà diplômées, chercheraient un stage hors convention.

**Après 15 ans d'existence, Covalence analyse les critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance) de quelque 3400 sociétés. Sans stagiaires, quelles sont vos ressources humaines?**

Avec Marc Rochat, nous sommes les seuls employés de Covalence. Nous avons actuellement trois stagiaires. Notre recours aux stagiaires a été réduit de deux tiers, suite à la polémique de 2014, mais aussi en raison du fort développement de notre algorithme. Alors que nous pouvions compter sur 70 stagiaires par an, seule une vingtaine aura travaillé avec nous en 2016. Mais notre besoin a complètement changé de nature. Les actions de pointage et de sondage sur notre base de données sont désormais nécessaires qu'à certaines périodes, ce qui permet de faire travailler l'algorithme.

**Indépendamment de cette polémique des stagiaires, Covalence a développé son outil et recentré son business model sur les investisseurs.**

Absolument. L'amélioration par paliers de notre algorithme permet une automatisation optimale des données qualitatives, textuelles et structurées en provenance des entreprises, des ONG, des syndicats et de la presse. Un gros défi de l'analyse ESG réside dans le traitement du langage naturel (NLP Natural Language

Processing). Notre technologie structure de mieux en mieux ce contenu narratif via des outils de classification.

**Après la cible corporate, Covalence ajoute un nouveau positionnement et cible les gérants d'actifs.**

Historiquement, Covalence s'adressait aux clients corporate pour lesquels nous publions gratuitement les rankings. Ce qui augmentait notre visibilité, mais pas nos affaires et nos revenus. En tant qu'acteur de niche, nous nous recentrons, en effet, sur le marché de la finance en Suisse, les investisseurs et les fondations. Notre offre a donc évolué: elle se compose actuellement de benchmarks professionnels et ne s'adresse plus qu'à nos clients. Je peux citer trois exemples. Depuis début 2016 nous fournissons à l'asset manager genevois Vandaelen & Cie des ratings sur les actions suisses, qui sont utilisés pour un AMC (Actively Managed Certificate). Nous sommes aussi engagés dans un partenariat avec BBGI Group sur des indices en actions suisses. Et depuis 2015, nous collaborons avec la fondation PeaceNexus (financée par Hansjörg Wyss, fondée par Anne Gloor) pour évaluer la contribution des entreprises à la construction de la paix dans les pays fragiles (peacebuilding). Après un projet pilote, l'idée est de créer un fonds de placement utilisant ce type de mesures. Cette fondation donatrice est en effet engagée dans une démarche d'alignement de ses placements avec sa mission.

**Face à l'émergence des agences de notation éthique, quelle est la spécificité de Covalence?**

Notre originalité réside dans notre approche automatisée et multi-sources. A la différence d'autres agences de rating classiques, qui incluent les critères ESG sous forme d'audit et donc d'analyse qualitative humaine. La plupart travaille principalement sur la base de questionnaires annuels. Cette approche peu réactive présente des limites en termes de subjectivité. L'originalité de Covalence est de ne pas prendre l'entreprise analysée comme unique source d'information, mais de collecter le contenu narratif des ONG, syndicats, experts, médias... Pionniers dans la diversité des sources – uniquement identifiées – nous faisons le pari démocratique de la crédibilité de ces informations, renforcée par la validation de pairs, l'écho et la diffusion.

**Comment luttez-vous contre les effets de résonance liés aux controverses et aux scandales des sociétés analysées?**

Pour les besoins de rating, nous imposons une limite du nombre d'entrées dans notre base de données. Ces seuils en volume permettent ainsi d'écarter les bruits et limitent donc les divergences dans l'analyse des sociétés. Ce système très réactif permet de repérer des changements de tendance: ainsi, le rating de BP avait baissé suite à des problèmes de sécurité et de pollution dans les années précédant la catastrophe Deepwater Horizon. Une année avant le Dieselgate de 2015, Volkswagen faisait déjà l'objet de controverses sérieuses sur des questions de corruption et de violation des normes antitrust en Chine.

INTERVIEW: ELSA FLORET

## Le financement s'est amélioré

LPP. A la faveur de plus-values réalisées sur les placements en actions, les caisses de pension ont légèrement amélioré leur situation de financement au deuxième trimestre. Pour les institutions de prévoyance de droit privé, le taux de couverture pondéré en fonction de la fortune a augmenté à 110,4%.

Les caisses de pension de droit privé ont ainsi retrouvé un niveau de couverture équivalant à celui de la fin de l'année 2015, écrit lundi Swisscanto dans son moniteur des caisses de pension. Les institutions de prévoyance de droit public à capitalisation complète ont présenté une évolution semblable, leur taux de couverture pondéré en fonction de la fortune s'améliorant de 1,8 point au regard du 1er trimestre, à 99,8%. A fin juin, 68,1% des caisses de pension de droit public à capitalisation complète, affichaient un taux de couverture supérieur à 100%. Pour les institutions de droit privé, le pourcentage s'est fixé à 96,4%, note le spécialiste des fonds de placement, de la gestion de fortune et des solutions pour la prévoyance professionnelle et privée, contrôlé par la Banque Cantonale de Zurich. Les rendements s'améliorent. Le taux de couverture de l'ensemble des institutions de prévoyance de droit public à capitalisation partielle a également augmenté, gagnant en l'espace de trois mois 1,3 point à 78,2%. La situation s'est aussi améliorée en matière de rendement, les 467 institutions de prévoyance sous revue totalisant une fortune de 581 milliards de francs, affichant une valeur pondérée en fonction de la fortune positive à hauteur de 2,27%. La performance reflète l'évolution favorable des placements dans l'ensemble des catégories d'actifs. Les matières premières ont fourni les rendements indiciaires les plus élevés, suivies par les obligations mondiales et les actions de sociétés. — (ats)